



RÉSUMÉ

UNE TRANSITION VERTE RURALE DANS LE G5 SAHEL

Des emplois pour la jeunesse

Steve Wiggins, Peter Newborne, Colette Benoudji, Mamadou Diarra, Nene Kane, Marie Bernadette Kiebré et Saadatou Sangaré

Ce résumé de SPARC est basé sur le rapport plus long, *Green jobs in agrifood systems : setting a vision for youth in the Sahel*, produit par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ODI grâce à la contribution du Ministère fédéral allemand de l'agriculture (BMEL). Wiggins, S., Newborne, P., Benoudji, C., Diarra, M., Kane, N., Kiebré, M.B. et Sangaré, S. (2023) *Green jobs in agrifood systems : setting a vision for youth in the Sahel* (Les emplois verts au service des systèmes agroalimentaires : dessiner un nouvel horizon pour la jeunesse au Sahel). Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (<https://www.fao.org/documents/card/en/c/CC7033FR>)

Motivation

Les populations des cinq pays du G5 Sahel - Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad - augmentent (encore) rapidement. La plupart des habitants sont jeunes. Au cours des cinq années entre 2022 et 2027, 11,4 millions de jeunes atteindront l'âge de 16 ans, âge auquel la plupart d'entre eux chercheront un emploi. Si les jeunes demandeurs d'emploi ne trouvent pas d'emploi décent, ils risquent d'émigrer ou de se tourner vers la criminalité et l'insurrection.

Dans le même temps, les pays du G5 Sahel doivent transformer leurs économies pour qu'elles soient durables sur le plan environnemental, et surtout pour qu'elles s'adaptent au changement climatique. Ils doivent opérer une transition verte.

Objectif

Étant donné que la plupart des habitants du G5 Sahel vivent en milieu rural, de l'agriculture et de l'élevage, une transition verte dans l'économie rurale et agricole peut-elle créer des emplois pour les jeunes ?

Approche et méthodologie

Entre septembre 2022 et janvier 2023, l'équipe de recherche s'est entretenue avec des informateurs clés dans les cinq pays, recueillant des données et de la documentation pour établir les éléments essentiels d'une transition verte rurale. À partir de là, nous avons estimé les emplois qui pourraient être créés par une telle transition.

Résultats

La transition vers un système agroalimentaire vert pourrait créer plus de 8 millions d'emplois supplémentaires à temps plein dans les pays du G5 Sahel d'ici à 2030, ce qui aiderait ces pays à répondre à la demande de travail.

Six transitions sont déjà en cours pour rendre le système agroalimentaire plus écologique : le passage à l'énergie rurale renouvelable, en particulier l'énergie solaire ; l'expansion de l'irrigation à petite échelle ; le passage à une agriculture intelligente sur le plan climatique et durable sur le plan environnemental ; la restauration des terres communales ; la création de pêcheries ; et le recyclage des déchets ruraux.

Dans certaines activités, comme la conservation des sols et de l'eau, le Sahel est déjà un leader mondial. Dans d'autres, comme l'énergie solaire, le Sahel a le potentiel pour devenir un leader mondial.

Une grande partie des changements nécessaires ne dépend pas de l'État : les efforts privés et collectifs seront le moteur du changement. Le rôle des pouvoirs publics est de soutenir et de faciliter, et non de diriger.

Cependant, la conservation des champs, des pâturages et des biens communs dans les zones rurales du Sahel génère des bénéfices - tels que la capture du carbone - qui profitent à d'autres personnes bien au-delà des villages. La finance internationale devrait aider à financer les investissements.

Implications politiques

Les ministres du G5 Sahel devraient consulter les dirigeants, les gestionnaires et les autres personnes qui ont déjà entrepris des changements, afin d'éliminer les obstacles et d'accélérer les changements en cours. Certains changements ne nécessitent que des progrès sur des priorités existantes : par exemple, un meilleur accès au crédit pour les agriculteurs.

Les ministres devraient décentraliser autant que possible les dépenses publiques consacrées à la restauration des terres : au lieu de dépenser par l'intermédiaire des ministères centraux, donner plus aux communes, leur donner les moyens de prendre des décisions et leur fournir un soutien technique - afin qu'elles puissent déterminer ce qui doit être fait localement pour restaurer les paysages locaux, avec toutes les adaptations au contexte que cela implique.

Les ministres de l'agriculture et de la sylviculture devraient réorienter le personnel de vulgarisation des agences agricoles et forestières vers des pratiques plus écologiques et vers une collaboration avec les agriculteurs. Si nécessaire, faire en sorte qu'ils soient fiers des innovations locales, en reconnaissant les réalisations considérables des agriculteurs sahéliens en matière de conservation des sols et de l'eau.

Lorsque des biens publics internationaux sont créés, **les partenaires de l'aide** devraient chercher à ce que le Fonds vert pour le climat et d'autres fonds verticaux financent ces activités. En particulier, l'obtention de paiements pour le carbone pour les agriculteurs qui capturent le carbone devrait être un objectif primordial.

Les chercheurs devraient s'efforcer d'exploiter les progrès de la science formelle, comme la télédétection, pour les mettre au service des connaissances, des compétences et de la compréhension locales. Les groupes de réflexion locaux et régionaux pourraient servir d'intermédiaires entre les deux domaines de connaissances et orienter les scientifiques vers les priorités vues d'en bas, afin de les inciter à poser de meilleures questions, plus productives.

Les bailleurs de fonds de la recherche devraient investir dans le suivi des changements dans les zones rurales, en examinant ce qui change, pourquoi et comment. Ils devraient s'intéresser aux innovations mises à l'essai sur le terrain afin de trouver de meilleures méthodes de travail, avec des avantages encore plus importants. L'ingéniosité et le dynamisme de certains acteurs locaux ne doivent pas être sous-estimés ou ignorés : ils constituent un atout essentiel pour la transition verte.

Financé par



Ces ressources ont été financées grâce à une aide du gouvernement du Royaume-Uni ; cependant, les avis exprimés ne reflètent pas nécessairement la politique officielle du Royaume-Uni.